

Godefroy (Bruno), « Introduction », Éthique, politique, religions, n° 17, 2020 – 2, La temporalité du politique. Crise et continuité, p. 11-20

DOI: 10.15122/isbn.978-2-406-11097-2.p.0011

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2021. Classiques Garnier, Paris. Reproduction et traduction, même partielles, interdites. Tous droits réservés pour tous les pays. Godefroy (Bruno), « Introduction »

RÉSUMÉ – Le rapport entre temps et politique est actuellement l'objet d'un intérêt croissant dans les études historiques et en philosophie politique. On trouvera ici une vue d'ensemble des analyses actuelles de ce problème dans différentes disciplines ainsi qu'une systématisation au niveau conceptuel de ce champ de recherche, à partir d'une distinction de ses quatre principales dimensions.

Mots-clés – crise, état d'exception, Carl Schmitt, Tite-Live, Ernst Kantorowicz, Reinhart Koselleck, Leo Strauss

Godefroy (Bruno), « Introduction »

ABSTRACT – The relationship between time and politics is an increasingly common topic in historical and philosophical studies. This introduction provides an overview of the current literature on this problem in different disciplines as well as a systematic outline of its four main conceptual dimensions.

KEYWORDS – crisis, state of exception, Carl Schmitt, Livy, Ernst Kantorowicz, Reinhart Koselleck, Leo Strauss

INTRODUCTION

Alors que la situation actuelle pourrait suggérer qu'il est plus que iamais nécessaire de penser le caractère dynamique du politique, de ne plus le considérer principalement sous l'angle de la stabilité, mais du changement, les catégories nécessaires à une telle démarche sont encore insuffisamment développées. On peut certes constater du côté des sciences humaines et sociales un regain d'intérêt pour la dimension temporelle du politique : les analyses de la crise – appliquées à tous les phénomènes imaginables – n'ont jamais été aussi nombreuses et cherchent visiblement à penser de manière plus dynamique la situation politique. Cependant, il semble bien exagéré de vouloir en faire un temporal turn, un nouveau tournant à la mode qu'on espère ainsi promis au même succès que le linguistic turn¹. Tout en évitant cette publicité exagérée, il n'en reste pas moins vrai que l'analyse de la dimension temporelle du politique s'est récemment développée dans de multiples directions. C'est en particulier dans les sciences historiques que cet intérêt est le plus manifeste. Dans un livre récent, l'historien Christopher Clark analyse le rapport au temps de différents régimes politiques allemands, du Brandenburg de Friedrich-Wilhelm au « Troisième Reich » de Adolf Hitler, développant ainsi l'étude de la « politique du temps » initiée dès 1987 par Charles S. Maier, également historien². Dans plusieurs études relativement récentes, Roger Griffin avait déjà montré en détail l'importance d'étudier le fascisme sous l'angle de la temporalité qui lui est propre³. La « politique du temps » fait également son apparition en philosophie dans le titre d'un ouvrage de Peter Osborne publié en

¹ Voir Clark, 2019, p. 4. Clark s'appuie sur Hassan, 2010. L'idée d'un tournant est d'autant plus contestable que les idées mises en avant s'inscrivent dans la continuité de travaux remontant (au moins) aux années 1950, par exemple Löwith, 1949, ou encore Koselleck. 1959.

² Clark, 2019; Maier, 1987.

³ Griffin, 2007.

1995, mais où il est cette fois question de la signification politique des discours philosophiques sur le temps – notamment chez Martin Heidegger et Walter Benjamin⁴. Une telle perspective peut inclure, comme chez Osborne, une dimension normative, dans la mesure où elle affiche elle-même la volonté de développer un discours sur le temps permettant de théoriser la possibilité d'un changement – politique – radical. Par ailleurs, on notera que cet attrait actuel pour la dimension temporelle du politique ne se limite pas à l'histoire et à la philosophie, mais qu'il se retrouve notamment dans la géopolitique⁵ ainsi que dans les études post-coloniales⁶.

Cependant, cette grande variété des approches se double d'un manque de clarté manifeste au niveau conceptuel. La « politique du temps » en question relève parfois de ce qu'on appelle communément « la » politique, c'est-à-dire du fonctionnement des institutions, des rythmes électoraux, des programmes politiques, mais elle peut aussi relever « du » politique, c'est-à-dire de la dimension ontologique du politique, de la définition de ce qui est véritablement « politique⁷ ». Une autre confusion courante est celle entre temps et histoire8. Si la « politique du temps » concerne avant tout des discours de légitimation visant à inscrire l'action politique dans une vision de l'histoire⁹, pourquoi faire intervenir un concept aussi large et difficile à maîtriser que le « temps »? Pourquoi ne pas s'en tenir, pour reprendre le concept de Lyotard, aux métarécits et aux philosophies de l'histoire qu'ils impliquent? Outre le fait que ces philosophies de l'histoire sont sans doute implicitement vues comme appartenant à une ère révolue, et qu'un tel objet d'étude serait d'une certaine manière démodé, c'est aussi parce que l'étude de la « politique du temps » prétend à davantage qu'une étude des visions de l'histoire : elle cherche à former des « concepts politiques du temps » afin de systématiser le rapport entre temps et politique. Charles Maier a ainsi isolé trois de ces concepts, lesquels auraient marqué les sociétés occidentales des XIX^e-XX^e siècles : un concept libéral, un concept fasciste, et un concept

⁴ Osborne, 1995.

⁵ Klinke, 2013.

⁶ Davis, 2008.

⁷ Pour cette distinction, voir notamment Lefort, 1986.

⁸ Cette tension se reflète même dans le titre et le sous-titre de l'ouvrage de Christopher Clark déjà mentionné, le titre évoquant le temps, le sous-titre les visions de l'histoire.

⁹ Voir Clark, 2019, p. 212.

postlibéral, chacun défini par un « sentiment du temps » se traduisant dans une politique différente. De même, pour Peter Osborne, ce sont les discours philosophiques sur le temps, comme chez Heidegger, qui sont à la source d'une politique du temps. Dans ces deux cas, le rapport entre temps et politique va donc au-delà des « visions de l'histoire », car la démarche n'est manifestement pas la même. La conception de l'histoire qu'on peut déceler chez Bismarck et la philosophie du temps de Heidegger n'ont pas grand-chose en commun. Il est question, d'une part, de la déduction d'un « sentiment du temps » à partir de la manière dont la pratique politique se représente dans l'histoire, et d'autre part d'une philosophie du temps dont les conséquences politiques non explicites doivent être reconstruites. Parler de politique du temps va donc permettre de regrouper des phénomènes n'ayant a priori que peu en commun, au détriment peut-être de la précision des concepts.

Outre cette confusion entre histoire et temps, l'étude du rapport entre temps et politique souffre d'une incertitude supplémentaire, dans la mesure où elle prend alternativement pour point de départ la politique ou le temps, sans clarifier ce choix ni spécifier le concept présupposé. Selon les termes de John Pocock, dont les travaux sont à ce sujet d'un grand intérêt, « tout ensemble [systématique de pensée politique] contient une structure d'implications concernant le temps, et l'on peut montrer que cette structure incarne un mode ou des modes de conceptualisation de l'existence de la société politique dans le temps¹⁰ ». La politique du temps serait donc, d'une part, la conceptualisation du temps découlant d'une pensée politique donnée. Dans l'étude de Charles Maier déjà évoquée, l'une des premières à systématiser la « politique du temps », la démarche consiste ainsi à déterminer des concepts politiques du temps à partir d'une distinction politique, entre libéralisme, fascisme et postlibéralisme¹¹. Bien que la recherche d'idéaux-types puisse légitimer une certaine simplification, celle-ci s'expose au risque d'essentialiser une

¹⁰ Pocock, 1989, p. 39.

¹¹ Le terme – il serait exagéré de parler d'un concept – de « politique du temps », chez Maier, comporte deux aspects. D'une part l'idée que les gouvernants auraient une politique (au sens de *policy*) prenant le temps pour objet, car leur action se fonde sur une idée de la manière dont la société doit évoluer dans le temps. D'autre part l'allocation du temps considéré comme une ressource limitée, dans la mesure où les dirigeants politiques peuvent décider de la répartition entre, par exemple, temps privé et temps de travail. Voir Maier, 1987, p. 152.

distinction politique afin d'y fonder des concepts politiques du temps. Mais la démarche, comme le montre l'exemple de Peter Osborne, peut également être inverse : elle peut partir d'une conception du temps donnée pour en déduire une pensée du politique¹².

Il est donc nécessaire de mieux distinguer les deux versants de l'enquête. Il est d'une part question d'une conceptualisation de l'existence de la société politique dans le temps qui trouve sa source dans une certaine conception politique — laquelle peut toutefois être davantage affinée que le schéma de Maier. D'autre part, il est question de la conception du politique impliquée dans une certaine conception du temps donnée. La première démarche prend pour objet l'histoire des idées politiques alors que la seconde relève de l'interprétation de textes philosophiques. Bien que les deux approches impliquent l'une comme l'autre un même lien causal entre temps et politique, leurs concepts, leur méthode et leur objectif divergent.

Les articles rassemblés dans ce volume, issus de deux journées d'étude organisées par l'Institut de recherches philosophiques de Lyon sous la direction de Bruno Godefroy et de Thierry Gontier, représentent une première étape dans l'exploration de ce champ d'étude. Loin d'un programme complet qui chercherait à donner une vision d'ensemble du champ, ces contributions en éclairent certaines zones à travers des exemples précis, afin de montrer les différentes facettes du rapport entre temps et politique. François Saint-Bonnet ouvre le volume par un article développant une analyse critique de l'actualité de ce thème, avec la prédominance de l'urgence et de l'exception dans les réponses politiques apportées à deux enjeux contemporains, le terrorisme et la récente pandémie. Du point de vue conceptuel, il est nécessaire de faire une première distinction entre « le » politique, qui désigne en un sens large la dimension politique de l'existence humaine, et « la » politique, désignant l'activité politique et ses acteurs, les mécanismes institutionnels, la vie politique en général. Dans ce dernier domaine, le rapport au temps n'est pas négligeable – on peut penser à l'importance qu'ont les rythmes électoraux, la durée des mandats, ou l'allocation du temps dans une session parlementaire –, mais il ne sera pas traité ici¹³. Le rapport

¹² Il n'est donc pas question, comme chez Maier, de politique au sens de *policy*, mais d'une interrogation plus fondamentale sur *le* politique.

¹³ Pour une vue d'ensemble voir Riescher, 1995.

entre temps et politique sera plutôt examiné du point de vue « du » politique, ce qui soulève tout d'abord une question de définition : quelle définition du politique est à même d'exprimer son rapport au temps, son historicité? Dans son article sur « La "magie de l'espace" et le temps politique », Ninon Grangé interroge la disparition du « temps » dans Le Nomos de la Terre de Carl Schmitt au profit d'une définition spatiale du politique. Selon Ninon Grangé, l'exemple de Schmitt, qui revient au temps par l'intermédiaire du drame dans son ouvrage plus tardif consacré à Hamlet, montre bien l'impossibilité de donner « congé » au temps, tel qu'il le tente dans Le Nomos de la Terre. Schmitt devient ainsi un exemple négatif montrant à quel point la question du temps est, du point de vue de la pensée du politique, en définitive inévitable. Dans son article consacré à la temporisation, qui s'appuie sur l'exemple de Fabius Cunctator, dictateur romain devenu célèbre lors de la Seconde guerre punique pour sa tactique visant à retarder l'affrontement, Ninon Grangé poursuit cette enquête. Penser le temps politique impose de donner au temps une certaine épaisseur, une « matière temporelle » que n'a pas le temps considéré comme une simple mesure. Il existe au moins deux manières de concevoir cette matière temporelle. La première, l'état d'exception, a déjà montré son ambigüité chez Schmitt. À travers l'exemple de Fabius Cunctator, c'est sur une autre possibilité que Ninon Grangé attire l'attention : celle de la temporisation, qui permet aussi, mais de manière différente, de donner matière au temps.

Outre la dimension ontologique de la définition du politique, l'étude du rapport entre temps et politique a également une valeur heuristique. L'étude peut en effet prendre pour point de départ non une définition du politique, mais plutôt certains phénomènes politiques fondamentaux, lesquels auraient sinon tendance à passer inaperçus. C'est ainsi que plusieurs travaux désormais célèbres ont mis en lumière l'importance des phénomènes de la fondation, de la crise ou encore de la durée¹⁴. De manière similaire, l'article que Marie Goupy consacre dans ce volume à la conception de la dictature chez Carl Schmitt vise à examiner la compréhension de la continuité et de la discontinuité. Selon Marie Goupy, la dictature intervient chez Schmitt dans une conception de l'histoire marquée par le spectre d'une répétition sans fin de l'alternance

¹⁴ Voir respectivement Arendt, 1963; Koselleck, 1959; Pocock, 1975.

entre dictature révolutionnaire et dictature contre-révolutionnaire. Dans le contexte de cette conception de l'histoire, la dictature telle que la conçoit Schmitt n'est pas, comme on pourrait s'y attendre, simplement contre-révolutionnaire : elle s'écarte de cette alternative. Pour lui, la dictature souveraine doit au contraire mettre un terme à cette répétition infinie, elle représente, du point de vue de la structure de l'histoire, une discontinuité devant assurer une fois pour toute la continuité du politique. Cette question de la continuité est absolument centrale, c'est pourquoi elle est également au centre de la contribution de Bruno Godefroy, qui l'aborde à partir de l'œuvre de l'historien Ernst Kantorowicz. L'article vise d'une part à reconstruire la genèse du problème de la continuité dans la pensée iuridico-politique depuis le XIII^e siècle, en suivant la thèse de Kantorowicz développée en particulier dans Les deux corps du roi. Mais il cherche aussi à reconstruire une seconde genèse, celle de l'intérêt que porte Kantorowicz à ce problème dans toute son œuvre, une omniprésence du thème de la continuité qui s'explique par le contexte intellectuel et politique, en particulier dans les années 1930. Ce faisant, la contribution de Kantorowicz montre que le problème de la continuité est à la fois un enjeu théorique et une intervention politique.

Le rapport entre temps et politique soulève une troisième ligne d'interrogation, plus générale, relevant de la philosophie de l'histoire. En effet, ce rapport étant considéré comme changeant, plusieurs études en viennent à considérer la relation entre temps et politique comme représentatif d'une époque. Pour l'historien Reinhart Koselleck, une des caractéristiques des temps modernes est précisément la temporalisation des notions, un présupposé sur lequel se fonde tout le projet des Geschichtliche Grundbegriffe – les notions expriment désormais une attente, la « démocratie » par exemple devenant la seule forme de régime légitime, qui prend la valeur d'une promesse devant se réaliser dans l'histoire¹⁵. À ce titre, Alexandre Escudier propose une analyse détaillée d'un des concepts fondamentaux de la théorie de l'histoire de Koselleck, la Sattelzeit, « époque-charnière ». Cet article important distingue précisément les différents sens du concept ainsi que certaines de ses limites aggravées par la réception actuelle, notamment depuis l'engouement pour une théorie de la modernité vue à travers le prisme

¹⁵ Koselleck, 1997, p. XVI sq.

de l'accélération¹⁶. L'exemple de Koselleck montre bien que le rapport entre temps et politique peut être lié à une théorie de la modernité : d'une part dans la mesure où la modernité serait caractérisée précisément par la temporalisation des catégories politiques, mais aussi, plus largement, car ce changement produit une rupture historique qui fait époque. L'article de Pierre-Alain Drien aborde cette problématique à partir de Leo Strauss et de son interprétation de Hobbes, afin d'évaluer dans quelle mesure les temps modernes peuvent être considérés comme une rupture. Selon Pierre-Alain Drien, il est justifié de parler d'une rupture dans la mesure où la souveraineté de l'homme a remplacé celle de la nature ou de Dieu, le droit naturel antique s'éclipsant au profit de l'individualisme. C'est là l'aspect le plus évident chez Strauss, mais son interprétation de Hobbes invite à voir également une forme de continuité, que Strauss n'explicite pas, entre modernité et christianisme, dans la mesure où il tend à relier la distinction augustinienne entre spiritualité et politique au subjectivisme moderne. Au lieu d'une rupture, il serait donc plus exact de parler d'une « rupture-continuité ».

On le voit, l'étude du rapport entre temps et politique a aussi une dimension critique, laquelle apparaît plus ou moins clairement. On pourra ainsi montrer que le temps peut faire l'objet d'une politisation, devenir une arme à usage politique, un moyen de légitimation au service d'un projet conservateur comme progressiste. Cette critique de la politisation du temps fait également partie des éléments essentiels de l'étude du rapport entre temps et politique, dès les premières œuvres qui mirent l'accent sur cette question dans les années 1950¹⁷. Plus récemment, cette approche critique a été poursuivie et précisée dans les études de la « temporalité fasciste¹⁸ », mais on pourrait également classer dans cette catégorie les réponses à la théorie de la fin de l'histoire de Fukuyama, vue comme l'affirmation de la réalisation inéluctable du modèle occidental¹⁹. Cette ligne d'interprétation n'est toutefois pas représentée ici, mais elle pourra faire l'objet de prochains développements.

¹⁶ Voir Rosa, 2005.

¹⁷ Voir notamment Löwith, 1949; Strauss, 1953; Voegelin, 1952.

¹⁸ Voir Griffin, 2015.

¹⁹ Il faut toutefois préciser que Fukuyama s'est opposé aux lectures qui voyaient dans son analyse un programme normatif à réaliser au besoin par la force. Voir Fukuyama, 2006, p. 54 sq. Pour cette critique de Fukuyama, voir notamment Derrida, 1993.

Dimension ontologique, intérêt heuristique, philosophie de l'histoire et critique de l'idéologie – telles sont, sans vouloir toutefois prétendre à l'exhaustivité, les différentes formes que peut prendre l'étude du rapport entre temps et politique. En réunissant des contributions représentatives de ces différents domaines, ce numéro d'Éthique, politique, religions donne un premier aperçu du champ de recherche et espère ouvrir une voie prometteuse.

Bruno Godefroy Université de Lyon, Institut de recherches philosophiques de Lyon (IRPhiL)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arendt, Hannah, *On Revolution*, Londres, Faber and Faber, 1963 (trad. française *De la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985).
- CLARK, Christopher, Time and Power. Visions of History in German Politics, from the Thirty Years' War to the Third Reich, Princeton, Princeton University Press, 2019.
- DAVIS, Kathleen, Periodization and Sovereignty. How Ideas of Feudalism and Secularization Govern the Politics of Time, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2008.
- DERRIDA, Jacques, Spectres de Marx. L'État de la dette, le travail du deuil et la nouvelle Internationale, Paris, Galilée, 1993.
- FUKUYAMA, Francis, America at the Crossroads. Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy, New Haven / Londres, Yale University Press, 2006.
- GRIFFIN, Roger, Modernism and Fascism. The Sense of Beginning under Mussolini and Hitler, New York, Palgrave Macmillian, 2007.
- GRIFFIN, Roger, « Fixing Solutions : Fascist Temporalities as Remedies for Liquid Modernity », *Journal of Modern European History*, vol. 13, n° 1, 2015, p. 5-23.
- HASSAN, Robert, «Globalization and the 'Temporal Turn'. Recent Trends and Issues in Time Studies », *Korean Journal of Policy Studies* 25 (2010).
- KLINKE, Ian, «Chronopolitics : A conceptual matrix », Progress in Human Geography, vol. 37, n° 5, 2013, p. 673-690.
- KOSELLECK, Reinhart, Kritik und Krise. Eine Studie zur Pathogenese der bürgerlichen Welt, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1959 (trad. française Le règne de la critique, Paris, Éditions de Minuit, 1979).
- KOSELLECK, Reinhart, «Einleitung», in *Geschichtliche Grundbegriffe*, vol. 1, Stuttgart, Klett-Cotta, 1997.
- LEFORT, Claude, « Permanence du théologico-politique ? », in *Essais sur le politique.* XIX^e-XX^e siècles, Paris, Seuil, 1986, p. 275-329.
- LÖWITH, Karl, Meaning in History, Chicago, University of Chicago Press, 1949 (trad. française Histoire et salut. Les présupposés théologiques de la philosophie de l'histoire, Paris, Gallimard, 2002).
- MAIER, Charles S., « The politics of time: changing paradigms of collective time and private time in the modern era », in Maier, Charles S. (éd.), Changing boundaries of the political. Essays on the evolving balance between the state and society, public and private in Europe, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 151-175.

- OSBORNE, Peter, The Politics of Time. Modernity and Avant-Garde, Londres, Verso, 1995.
- POCOCK, John G. A., The Machiavellian Moment. Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition, Princeton, Princeton University Press, 1975 (trad. française Le moment machiavelien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique, Paris, PUF, 1998).
- POCOCK, John G. A., «Languages and Their Implications: The Transformation of the Study of Political Thought », in *Politics, Language and Time. Essays on Political Thought and History*, Chicago, Chicago University Press, 1989.
- RIESCHER, Gisela, « Politik und Zeit », in Nohlen, Dieter et Schultze, Rainer-Olaf (éd.), *Lexikon der Politik, Band 1 Politische Theorien*, Munich, Beck, 1995, p. 445-453.
- ROSA, Hartmut, Beschleunigung. Die Veränderung der Zeitstrukturen in der Moderne, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2005 (trad. française Accélération. Une critique sociale du temps, Paris, La Découverte, 2010).
- STRAUSS, Leo, *Natural Right and History*, Chicago, University of Chicago Press, 1953 (trad. française *Droit naturel et histoire*, Paris, Flammarion, 1986).
- VOEGELIN, Eric, *The New Science of Politics. An Introduction*, Chicago, University of Chicago Press, 1952 (trad. française *La nouvelle science du politique. Une introduction*, Paris, Seuil, 2000).